

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Commune de Biganos

-
Hôtel de Ville
52, avenue de la libération
33380 Biganos
Tél. 05 56 03 94 50



SERVICES D'ASSURANCES POUR LA COMMUNE DE BIGANOS (33380)

N° de marché

2	0	1	8	-	0	6
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres

Le 1^{er} octobre 2018 à 12h00

Règlement de la Consultation

**Appel d'offres ouvert en application des articles 25, 57 à 59 et 66 à 68 du décret
n° 2016-360 du 25 mars 2016.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ QUI PASSE LE MARCHÉ

ARTICLE 2 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

- 3.1 – Procédure de passation
- 3.2 – Décomposition en lots
- 3.3 – Prestations supplémentaires éventuelles
- 3.4 – Durée du marché - Prise d'effet - Échéance - Résiliation
- 3.5 – Modification de détail au dossier de consultation
- 3.6 – Délai de validité des offres
- 3.7 – Mode de dévolution des offres

ARTICLE 4 – DÉMATÉRIALISATION DE LA PROCÉDURE

ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AU CANDIDAT

ARTICLE 6 – PRÉSENTATION DE L'OFFRE

- 6.1 – Sous format papier
- 6.2 – Sous forme dématérialisée

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

- 7.1 – Sous forme papier
- 7.2 – Sous forme dématérialisée

ARTICLE 8 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

- 8.1 – Critères de jugement des candidatures
- 8.2 – Critères de jugement des offres

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE VALIDITÉ DE L'OFFRE RETENUE

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 11 – RECOURS

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ QUI PASSE LE MARCHÉ

Commune de Biganos
Hôtel de Ville
52, avenue de la Libération
33380 Biganos

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire de la Ville de Biganos.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la souscription de contrats d'assurance pour le compte de la Commune de Biganos (33380).

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

3.1 – Procédure de passation

La présente consultation est effectuée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 25, 57 à 59 et 66 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3.2 – Décomposition en lots

Il est prévu une décomposition en cinq (05) lots décrits ci-dessous.

Lots	Désignation
01	Assurance des dommages aux biens et des risques annexes Classification CPV : objet principal 66515000-3
02	Assurance des responsabilités et des risques annexes Classification CPV : objet principal 66516000-0
03	Assurance des véhicules et des risques annexes Classification CPV : objet principal 66514110-0
04	Assurance de la protection juridique et de la protection fonctionnelle des agents et des élus Classification CPV : objet principal 66513000-9
05	Assurance des prestations statutaires Classification CPV : objet principal 66512000-2

Commenté [ds1]: A modifier dans le RC

Chaque lot sera attribué à un prestataire unique ou à un groupement conjoint avec mandataire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les co-traitants devront avoir la qualité d'assureurs.

Les candidats pourront présenter une offre pour chacun des lots et être attributaires de plusieurs lots.

Le dossier de consultation comporte une formule de base et des formules alternatives.

L'entreprise devra répondre impérativement à la formule de base et aux prestations supplémentaires éventuelles ; à défaut, l'offre sera considérée comme irrégulière.

3.3 – Prestations supplémentaires éventuelles

3.3.1 – Formules alternatives - Prestations supplémentaires éventuelles

Le dossier de consultation comporte une formule de base et des formules alternatives.

Les formules de base et alternative seront analysées distinctement les unes des autres.

L'entreprise **devra répondre impérativement à la formule de base et aux formules alternatives ; à défaut, son offre sera considérée comme irrégulière.**

Les lots n° 3 et n° 5 prévoient des prestations supplémentaires éventuelles.

Le candidat devra impérativement répondre à la solution de base ainsi qu'aux prestations supplémentaires éventuelles, faute de quoi son offre sera déclarée irrégulière. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander ou non ces prestations avec l'offre de base.

3.3.2 – Descriptif des prestations supplémentaires éventuelles

- Lot n°3 : Assurances des véhicules à moteur et risques annexes.
 - * Prestation supplémentaire éventuelle 1 : auto collaborateurs.
 - * Prestation supplémentaire éventuelle 2 : bris de machines.
- Lot n°5 : Assurances des prestations statutaires.
 - * Prestation supplémentaire éventuelle 1 : longue maladie / maladie de longue durée.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 – Durée du marché - Prise d'effet - Échéance - Résiliation

↳ Durée du marché - Prise d'effet : 1^{er} janvier 2019 pour une durée de quatre (04) ans. Le marché expirera le 31 décembre 2022.

↳ Échéance : 1^{er} janvier.

↳ Résiliation : Possibilité de résiliation annuelle à l'échéance anniversaire par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de six (06) mois. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec accusé de réception. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai la modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

3.5 – Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours avant la date de dépôt des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3.7 – Mode de dévolution des offres

La réponse pourra être présentée soit par un assureur directement ou par le biais d'un intermédiaire. Elle pourra aussi être proposée par un groupement conjoint d'assureurs.

En cas de coassurance, elle devra être formée dès la remise des offres (une offre ne couvrant pas 100% du risque sera considérée irrégulière).

L'offre devra présenter le mandataire (apéríteur) et les engagements respectifs pris par l'apéríteur et les autres assureurs membres du groupement (participations dans l'assurance du risque).

Chaque co-assureur devra fournir les pièces prévues à l'article 5 du présent règlement.

Une même compagnie d'assurances ne pourra pas présenter une offre seule et par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires (agents, courtiers).

Rôle des intermédiaires : Le courtier intermédiaire, mandataire de son client, agit auprès de la collectivité selon le mandat qui lui a été confié par la compagnie d'assurances.

ARTICLE 4 – DÉMATÉRIALISATION DE LA PROCÉDURE

En application du décret du 14 décembre 2009, les entreprises ont la faculté de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises de façon anonyme. Si tel est le cas, elles ne pourront être informées des éventuelles modifications (documents, report de date de remise des offres, ...) qui pourraient intervenir en cours de procédure avec pour conséquence une offre ne correspondant pas aux attentes de la Collectivité.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier à la phase du téléchargement avec une adresse « mail » fréquemment consultée par la personne ayant en charge le marché.

Conformément à la réglementation en vigueur, le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site : <https://demat-ampa.fr/>

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur ayant une puissance de chiffrement de 128 bits.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Les documents qui ne sont pas disponibles sur la plate-forme seront systématiquement envoyés sous forme papier aux entreprises qui auront téléchargé le dossier.

Dans le cas où, le titulaire du marché aurait présenté son offre sous forme dématérialisée via le site, celle-ci devra être matérialisée avant l'envoi au bureau du contrôle de légalité.

ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AU CANDIDAT

Le dossier de consultation contient le Règlement de Consultation (RC) commun à l'ensemble des lots ainsi que pour chacun des lots et réunis dans un même cahier :

- l'Acte d'Engagement (AE) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) « Conditions générales de la garantie » ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « Conditions particulières de la garantie ».

Le dossier de consultation contient également l'inventaire de la sinistralité, l'état du patrimoine de la commune (Annexe 1 2018-06) et une copie de l'avis publié au BOAMP.

ARTICLE 6 – PRÉSENTATION DE L’OFFRE

6.1 – Sous format papier

Tous les documents constituant ou accompagnant l’offre doivent être rédigés en français ou traduits en français s’ils émanent d’une autorité étrangère. L’unité monétaire sera l’euro.

Afin de faciliter la communication, le candidat fournit les coordonnées (nom, prénom, qualité, téléphone, adresse mail) de la personne en charge de la gestion du dossier d’appel d’offres.

Les documents devront être remis par les candidats dans une enveloppe unique cachetée qui contiendra :

6.1.1 – 1^{ère} chemise : les documents relatifs à la candidature

- a** - Lettre de candidature précisant les éventuels co traitants (DC 1) disponible à l’adresse suivante : http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele/decl_cand.html
- b** - Renseignements permettant d’évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2) disponible à l’adresse suivante : http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele/decl_cand.html

Ces renseignements devront préciser :

- le chiffre d’affaires des trois dernières années ;
- les moyens techniques et humains ;
- la qualification du candidat et éventuellement les certifications obtenues.

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tout moyen, notamment des certificats d’identité professionnelle et des références de prestations attestant la compétence du candidat dans le domaine souhaité (pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d’un an, la preuve de leur capacité professionnelle, technique et financière peut être apportée par tout moyen, la structure candidate pouvant se prévaloir des références détenues en propre par ses personnels).

En cas de déclaration sous forme libre, celle-ci devra comprendre :

- une déclaration sur l’honneur, dûment datée et signée, certifiant que le candidat :
 - a satisfait aux obligations sociales et fiscales ou déclaration n°3666 volets 1-2 et 3 et certificats URSSAF ;
 - n’a pas été condamné pénalement en matière de travail dissimulé ou clandestin ;
 - n’a pas fait l’objet, au cours des cinq dernières années, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-2, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L5221-8, L5221-11, L8231-1, L8241-1, L8241-2 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre État de l’Union Européenne ;
 - a satisfait aux obligations de l’article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du travail (travail dissimulé) ;
 - n’a pas fait l’objet, depuis plus de cinq ans, d’une condamnation pour l’une des infractions prévues par les articles suivants : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, deuxième alinéa de 434-9, 435-2, 441-1 à 441-7, premier et deuxième alinéas de 441-8, 441-9 et 450-1 du code pénal, 1741 du Code général des impôts ;
 - a satisfait aux obligations des articles L5212-1, L5212-2, L5212-3, L5212-4, L5214-1, L5212-9, L5212-10, L5212-11, L5212-5 du Code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés s’il en est redevable ;
 - ne tombe pas sous le coup d’une interdiction de concourir visée par la réglementation en vigueur.

Des attestations type (annexes 1 et 2) rassemblant les déclarations sur l’honneur exigées pour le présent marché sont jointes à ce document.

- c - Qualité selon laquelle il agit : agent, courtier, mutuelle...S'il intervient en qualité de courtier, il devra fournir une copie du mandat pour agir au nom de la (les) compagnie(s) qu'il a saisie et l'étendue de celui-ci.
- d - Compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription.
- e - Attestation de responsabilité civile et de garantie financière en cours de validité.
- f - Attestation d'inscription à l'ORIAS.
- g - Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou (des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

Avertissement : La réponse par le biais d'un intermédiaire d'assurances et/ou en coassurance est considérée comme un groupement conjoint. Chaque partie devra fournir les documents ci-dessus à l'exception de « la lettre de candidature » qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

6.1.2 – 2^{ème} chemise : les documents relatifs à l'offre

Le dossier d'offre à remettre par chaque candidat comprendra pour chacun des lots auquel il soumissionne (une chemise par lot) :

- **L'Acte d'Engagement (AE) non modifié et les annexes éventuelles (amendements, observations, réserves).**
L'Acte d'Engagement (AE) sera établi en un seul original, complété, daté et signé par l'opérateur économique ou son représentant dûment habilité. En cas de groupement conjoint, l'AE sera signé soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire dûment habilité.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), daté et signé.**

6.2 – Sous forme dématérialisée

6.2.1 – Contrôle anti-virus

Avant transmission de son offre, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2002-692 du 30 avril 2002, les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été déposées et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

6.2.2 – Conformité de l'adresse courriel de l'entreprise

Le soumissionnaire devra également s'assurer de la conformité de son adresse courriel (toute erreur dans la transcription de cette adresse est de la responsabilité pleine et entière du soumissionnaire).

6.2.3 – Certificat électronique

Pour répondre à la consultation sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être inscrit sur la plate-forme de gestion de marchés publics de la collectivité et titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

La plate-forme de gestion de marchés publics de la collectivité <https://demat-ampa.fr/> accepte les certificats électroniques selon les modalités définies ci-dessous.

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées dans le tableau ci-dessous.

Chaque pièce dont la signature individuelle est requise (cf. tableau ci-dessous) doit être signée de façon individuelle, y compris sous forme électronique.

Pièces requises Détail / Description	Signature individuelle requise
1 - Acte d'Engagement (AE) + annexes En cas de groupement, l'Acte d'Engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.	Oui
2 – Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Oui

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires.

Ces conditions sont décrites ci-après. Il est impératif que le soumissionnaire en prenne connaissance avec attention. En effet, selon les choix du soumissionnaire concernant le certificat utilisé (cas C1 ou C2) d'une part et l'outil de signature utilisé (cas OS1 ou OS2) d'autre part, il lui faut produire différents types de justificatifs, tels que précisés dans les articles qui suivent.

Outils de signature	Certificat reconnu (Cas C1)	Certificat non référencé (Cas C2)
Outil de signature de la plateforme (Cas OS1)	Aucun justificatif à fournir.	Justificatifs « Autorité de certification » à fournir.
Outil de signature de soumissionnaire (Cas OS2)	Justificatifs « Outil de signature » à fournir.	Justificatifs « Autorité de certification » à fournir. Justificatifs « Outil de signature » à fournir.

Exigences relatives au certificat de signature du signataire : Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (Référentiel Général de Sécurité) ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé.

Cas C1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-referencees
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Cas C2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel Général de Sécurité (RGS) et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique. Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- 1) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :
 - a. preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
 - b. politique de certification,
 - c. adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
 - d. etc.
- 2) les outils techniques de vérification du certificat :
 - a. chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,
 - b. adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers : La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas OS1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES. Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas OS2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- 1) indication du format de signature utilisé :
 - a. format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
 - b. mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée", cf. Définition en Annexe),
 - c. extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "*.xml")
- 2) indication de l'outil de signature utilisé :
 - a. nom de l'outil,
 - b. éditeur,
 - c. description succincte (ex : site Internet de présentation)
- 3) indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public :
 - a. Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même,
 - b. Notice d'utilisation en langue française,
 - c. Présentation des d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc...
 - d. Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc...

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Dossier ZIP et signature scannée

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Définitions « signature enveloppée », « signature détachée » et « jeton de signature »

La signature électronique d'un fichier peut être « enveloppée » ou « détachée ».

On parle de « signature enveloppée » lorsque le fichier signé intègre en lui-même la signature.

On parle de « signature détachée » lorsque la signature électronique se présente sous la forme d'un fichier informatique autonome, distinct du fichier d'origine. Ce fichier autonome est appelé « jeton de signature ».

Fichier bureautique à signer		
Acte_engagement.pdf	Adobe Acrobat Document	12 Ko
Acte_engagement.pdf - Signature 1.xml	Document XML	4 Ko
Jeton de signature		

6.2.4 – Présentation des offres

L'offre doit être déposée sur la page de réponse de la plate-forme, spécifique à une consultation dans l'espace qui lui est réservé.

Les documents seront fournis dans l'un des formats suivants :

- format Word (.doc) dont la version est au minimum Word 6.0 ;
- format Excel (.xls) dont la version est au minimum Excel 5.0 ;
- format Acrobat (.pdf) dont la version est au minimum Acrobat 4.0 ;
- format RTF (.rtf).

Les fichiers seront nommés ci-après « nom_fichier.ext » où « .ext » correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme (ex. : .doc, .pdf, ...).

Ensuite, un fichier unique sera compressé au format .zip appelé « nnn-*nnn-*nnn**_enveloppe1.zip » où « nnn-*nnn-*nnn** » est le numéro de Siren du soumissionnaire.

En cas de groupement d'entreprise, chacun des membres du groupement devra remettre un dossier de candidature complet.

Celui-ci contiendra les documents relatifs à la candidature, à savoir :

1) « **DC1.ext** » : la lettre de candidature précisant les éventuels co-traitants - formulaire DC1 anciennement DC4 - dernière version à télécharger sur le site :

http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes/dc/dc1.rtf

2) « **DC2.ext** » : la déclaration du candidat : renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat - formulaire DC2 anciennement DC5 - dernière version à télécharger sur le site :

http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes/dc/dc2.rtf

3) **Le chiffre d'affaires des trois dernières années.**

Une attestation type rassemblant les déclarations sur l'honneur exigées pour le présent marché est jointe à ce document.

4) « **Pouvoir.ext** » : documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.

Les offres doivent être remises sur la plate-forme de gestion de marchés publics de la collectivité à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 – Sous forme papier

Les offres seront transmises sous enveloppe cachetée. En cas d'allotissement, les offres devront être présentées dans des enveloppes séparées pour chaque lot. Elles le seront par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et garantir leur confidentialité. Toutefois, l'attention des candidats est appelée sur le fait qu'aucun envoi par télécopie ne sera accepté.

L'enveloppe portera l'adresse suivante :

**Commune de Biganos
Hôtel de Ville
52, avenue de la Libération
33380 Biganos**

avec les mentions :

Offre pour :

Appel d'offres pour la souscription des contrats d'assurance pour le compte de la Ville de Biganos (33380)

**- Marché n° 2018-06 -
- Lot n° ... -**

NE PAS OUVRIR AVANT LA SÉANCE D'OUVERTURE DES PLIS

Elle pourra être remise en mains propres contre récépissé à l'adresse suivante :

**Commune de Biganos
Pôle Technique Municipal
Service de la Commande Publique
236, avenue de la Côte d'Argent
33380 Biganos**

Les heures d'ouverture du Pôle Technique Municipal sont les suivantes :
du lundi au vendredi 8h00-12h00 / 14h00-17h00.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent Règlement de Consultation ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

7.2 – Sous forme dématérialisée

En cas d'allotissement, les offres devront être présentées dans des fichiers compressés au format .zip pour chaque lot.

Les candidats remettront leurs offres impérativement avant la date indiquée au présent Règlement de Consultation (page de garde). Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de l'offre a été réalisée avec succès leur est transmis, puis un accusé de réception leur est adressé par courriel validant leur dépôt à la date et l'heure d'arrivée de la transmission. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Les offres transmises quelques minutes avant l'heure de clôture arrivant incomplètes ne seront pas examinées et supprimées, de même que les offres arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites.

ARTICLE 8 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Les propositions des candidats seront analysées, notées et classées sous réserves qu'elles ne soient pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de la réglementation en vigueur : « Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation. Une offre est inacceptable si les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer. Est inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ».

8.1 – Critères de jugement des candidatures

Seront éliminées les entreprises dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les références et capacités professionnelles, techniques et financières paraissent insuffisantes au vu des pièces du dossier de candidature énumérées à l'article 5 du présent Règlement de Consultation.

8.2 – Critères de jugement des offres

Les offres devront être compatibles aux prescriptions des Cahiers des Clauses Techniques Particulières et des Cahiers des Clauses Administratives Particulières. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, sur la base des critères ci-dessous énoncés et en fonction de la pondération respective qui leur a été attribuée. Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économique la plus avantageuse. Le jugement s'effectuera par lot.

1 - Valeur technique de l'offre (notée sur 25 points)

Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes (tous risques informatiques, tous risques expositions)

Points analysés
Biens assurés (5)
Événements garantis (5)
Montant des garanties (5)
Méthode d'indemnisation (5)
Franchise (5)

Grille de notation
5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Éloignée
1 : Très éloignée

Lot 2 : Responsabilité civile et risques annexes

Points analysés
Structure du contrat (5)
Étendue des garanties (10)
Montant des garanties (5)
Franchise (5)

Grille de notation sur 5
5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Éloignée
1 : Très éloignée

Grille de notation sur 10
10 : Correspond exactement à la demande
Entre 7 et 9 : Se rapprochant
Entre 5 et 6 : Différente mais acceptable
Entre 3 et 4 : Éloignée
Entre 1 et 2 : Très éloignée

Lot 3 : Véhicules à moteur et risques annexes (auto collaborateurs - bris de machines)

Points analysés
Véhicules assurés (5)
Garanties accordées (5)
Garanties annexes (5)
Gestion du contrat (5)
Franchise (5)

Grille de notation
5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Éloignée
1 : Très éloignée

Lot 4 : Assurance de la protection juridique et de la protection fonctionnelle des agents et des élus

Commenté [ds2]: A modifier dans le RC

Points analysés
Étendue des garanties (10)
Montant des garanties (10)
Seuil d'intervention (5)

Grille de notation sur 5
5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Éloignée
1 : Très éloignée

Grille de notation sur 10
10 : Correspond exactement à la demande
Entre 7 et 9 : Se rapprochant
Entre 5 et 6 : Différente mais acceptable
Entre 3 et 4 : Éloignée
Entre 1 et 2 : Très éloignée

Lot 5 : Risques statutaires

Points analysés
Structure du contrat (5)
Étendue des garanties (10)
Indemnisation (5)
Franchise (5)

Grille de notation sur 5
5 : Correspond exactement à la demande
4 : Se rapprochant
3 : Différente mais acceptable
2 : Éloignée
1 : Très éloignée

Grille de notation sur 10
10 : Correspond exactement à la demande
Entre 7 et 9 : Se rapprochant
Entre 5 et 6 : Différente mais acceptable
Entre 3 et 4 : Éloignée
Entre 1 et 2 : Très éloignée

2 - Tarifs appliqués (notés sur 25 points)

Le candidat le moins disant se verra attribuer la note maximale (25) ; la notation obtenue se fait sur la base d'une règle de trois avec pour référence le tarif le moins élevé :

$$\text{Note} = (\text{tarif moins disant} / \text{tarif candidat}) \times 25$$

3 - Assistance technique

(service après-vente noté sur 25 points en fonction de l'annexe jointe à l'Acte d'Engagement)

Points analysés
Gestion du dossier (10)
Gestion des sinistres (10)
Statistiques (5)

Grille de notation sur 5
5 : Très bien
4 : Bien
3 : Assez bien
2 : Moyen
1 : Insuffisant

Grille de notation sur 10
10 : Très bien
Entre 7 et 9 : Bien
Entre 5 et 6 : Assez bien
Entre 3 et 4 : Moyen
Entre 1 et 2 : Insuffisant

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- pour les lots n° 1 à 4

Critères	Pondération	Note maximale finale
1 - Valeur technique	60%	60 points
2 - Tarifs appliqués	40%	40 points

Commenté [ds3]: Nous appliquons 55/45

- pour le lot n° 5

Critères	Pondération	Note maximale finale
1 - Valeur technique	45%	45 points
2 - Tarifs appliqués	35%	35 points
3 - Assistance technique	20%	20 points

Commenté [ds4]: 35/35/30

Le candidat se rapprochant le plus du total de 100 points est considéré comme étant celui présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Classement des offres

Les offres acceptées sont classées par ordre décroissant en fonction des éléments ci-dessus sous réserve que le candidat dont l'offre a été classée n° 1 comme étant l'offre qualifiée de mieux-disante ait produit les justificatifs demandés au présent article.

En cas d'égalité de candidats le choix se fera par ordre décroissant des critères.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

Chaque lot pourra être attribué séparément ou déclaré sans suite par la collectivité. Les soumissionnaires seront avisés par courrier du rejet ou de l'acceptation de leur offre.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur tous les autres documents de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier le sous détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE VALIDITÉ DE L'OFFRE RETENUE

En application de la réglementation en vigueur, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans les cinq (05) jours suivant la demande les documents suivants :

- les certificats sociaux et fiscaux (NOTI2 ou équivalents) ;
- une copie de l'extrait K-Bis du registre du commerce ayant moins de six (06) mois d'ancienneté, ou équivalent pour les candidats établis hors de France ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du travail.

Dans le cas contraire, l'offre sera éliminée pour non conformité par le pouvoir adjudicateur.

Ensuite, le titulaire devra remettre tous les six (06) mois jusqu'à la fin de l'exécution de son marché :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (06) mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- une copie de l'extrait K-Bis du registre du commerce ayant moins de six (06) mois d'ancienneté, ou équivalent pour les candidats établis hors de France ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 / D. 8222-8 du Code du travail.

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs ou techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard huit (08) jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la rubrique « Questions posées » de la plate forme de dématérialisation indiquée au présent Règlement de Consultation ou par écrit sous forme de courrier ou de courriel.

Renseignement(s) administratif(s) :

Ville de Biganos
Pôle Technique Municipal
Service de la Commande Publique
236, avenue de la Côte d'Argent
33380 Biganos
Tél. 05 56 82 92 89
servicemarches@villedebiganos.fr

Renseignement(s) technique(s) :

Ville de Biganos
Hôtel de Ville
Direction Générale des Services
52, avenue de la Libération
33380 Biganos
Tél. 05 56 03 94 55
pvasseur@villedebiganos.fr

Une réponse sera alors à disposition via la même rubrique ou par retour de courriel au plus tard six (06) jours avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 11 – RECOURS

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Bordeaux
9, rue Tastet - BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 38 00 - Télécopie 05 56 24 39 03
Greffe 05 56 99 38 00
greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Attestation sur l'honneur
Entreprises de plus de 20 salariés
(conforme à la réglementation en vigueur)

Je déclare sur l'honneur :

Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code pénal, à l'article 1741 du Code général des impôts ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne.
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du Code pénal ;

Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail ;

Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :

- pour les marchés publics et accords-cadres soumis au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire :

- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

Redressement judiciaire :

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

Situation fiscale et sociale :

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

À..... le..... Signature

Nota

1. Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate (nom et qualité du signataire).
2. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français soit auprès des tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Attestation sur l'honneur
Entreprise occupant moins de 20 salariés
(conforme à la réglementation en vigueur)

Je déclare sur l'honneur :

Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code pénal, à l'article 1741 du Code général des impôts ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du Code pénal ;

Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail ;

Liquidation judiciaire :

- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

Redressement judiciaire :

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

Situation fiscale et sociale :

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

À.....le..... Signature

Nota :

1. Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate - nom et qualité du signataire.

2 Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiquées

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR
FICHE DE VÉRIFICATION

<u>Candidature (1 seul exemplaire)</u>
<ul style="list-style-type: none">➤ Lettre de candidature DC 1 ou équivalent.➤ Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2) ou équivalent.➤ Qualité selon laquelle il agit : agent, courtier, mutuelle... S'il intervient en qualité de courtier, il devra fournir une copie du mandat pour agir au nom de la (les) compagnie(s) qu'il entend saisir et l'étendue de celui ci.<ul style="list-style-type: none">➤ Compagnie qui effectue la proposition et son engagement de souscription.➤ Attestation de responsabilité civile et de garantie financière en cours de validité.➤ Attestation d'inscription à l'ORIAS.➤ Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou (des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet.
<u>Offre (1 dossier par lot)</u>
<ul style="list-style-type: none">➤ L'Acte d'Engagement <u>non modifié</u> et les annexes éventuelles (amendements, observations, réserves).<ul style="list-style-type: none">➤ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, daté et signé.